

Les référendaires font leur manège contre le futur Musée des beaux-arts

BELLERIVE • Les opposants au projet de musée ont donné le coup d'envoi à la bataille, au milieu des animations du Luna Park. Ils ont dénoncé le mélange d'intérêts publics et privés.

MICHAËL RODRIGUEZ

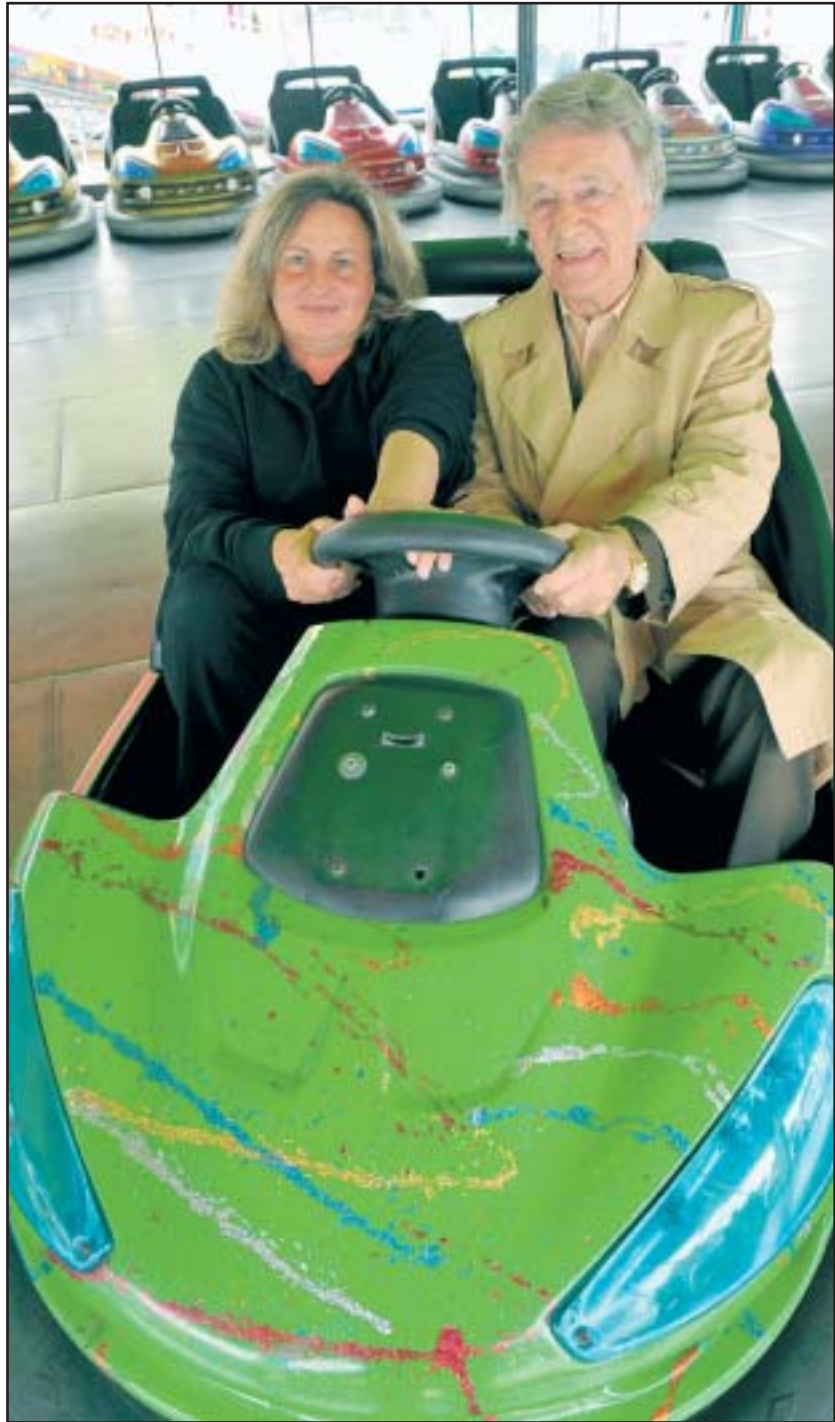
La bataille est lancée contre l'implantation du Musée cantonal des beaux-arts à Bellerive. Le comité référendaire est officiellement sorti du bois hier lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée... sur une piste d'autos tamponneuses. C'est que le site retenu pour le musée est, en cette période de l'année, occupé par le Luna Park. L'occasion, pour la présidente de l'Association foraine de la Suisse romande, Chantal Wetzel, de dire son inquiétude de voir la plus grande place foraine du pays condamnée par le musée.

La grande roue versus les œuvres des grands maîtres? Les référendaires, emmenés par le vert lausannois Pierre Santschi, se défendent vigoureusement d'être des adversaires de la culture. Favorables au redéploiement du musée actuel autour de la place de la Riponne, ils s'en prennent au choix du site de Bellerive ainsi qu'à l'architecture du bâtiment. «Qu'est-ce qu'une verrue a à faire avec l'art?», a lancé Franz Weber, qui soutient le référendum avec sa fondation Helvetia Nostra. L'écologiste connaît bien les environs, pour y avoir mené – et remporté – jadis une bataille contre la construction d'une bretelle autoroutière à deux pas du lac.

Hier en conférence de presse, les opposants ont surtout insisté sur le mélange public-privé qui marquera le fonctionnement du musée. L'institution ne sera plus directement rattachée à l'administration cantonale, mais exploitée par une fondation de droit public. «Cela implique l'introduction d'intérêts privés, argumente Michel Thévoz, ancien directeur de la Collection de l'art brut. La Banque cantonale vaudoise est aussi une fondation de droit public!»

Les opposants craignent que les choix du musée ne soient biaisés par la présence des collectionneurs dans le conseil de fondation. Même le député d'Ecologie libérale Jacques-André Haury milite pour le maintien de l'institution en mains publiques. «Le marché de l'art n'est pas réservé à des mécènes désintéressés, c'est un marché spéculatif, a-t-il rappelé. Il est malsain que des privés puissent intervenir dans l'exploitation du musée et dans la mise en valeur de certaines œuvres.» Le directeur du Musée des beaux-arts, qui assistait à la conférence de presse, réfute: «Le Kunstmuseum de Berne est une fondation de droit public et il n'y a pas le moindre problème. Aucun mécène ni sponsor ne fait partie du conseil de fondation.»

Reste un argument de poids dans les campagnes de votation: les sous. S'il n'a même pas été évoqué hier, l'aspect financier figure par contre en tête de l'argumentaire chapeautant les feuilles de signatures. Les opposants rappellent le coût prévu du musée: 68 millions. Un montant dont la moitié serait toutefois payé par des privés et la Loterie romande. I



Un combat commun, pour Chantal Wetzel, présidente de l'Association foraine de Suisse romande, et Franz Weber, président de Helvetia Nostra. J.-B. SIEBER/ARC